

Il reste beaucoup à faire dans le domaine de la production alimentaire

Image not found or type unknown

Conclusions complètes.

La Havane, 6 juil (RHC) Le rôle du Parti et de ses cadres à tous les niveaux pour parvenir à une augmentation soutenue de la production alimentaire, afin qu'elle soit présente dans toutes les communautés du pays, sur toutes les tables des familles cubaines, à des prix abordables, a été au centre

des premières heures de travail samedi lors de la 8e Session plénière du Comité central du Parti communiste de Cuba.

L'analyse des résultats obtenus en matière de production alimentaire et la mise en œuvre de la loi sur la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle (loi SSAN) ont occupé cette fois-ci la session de l'organe du parti.

La réunion a eu lieu vendredi dans la Salle Plénière du Palais de la Révolution, dirigée par son Premier Secrétaire et Président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, et conduite par le membre du Bureau Politique et Secrétaire d'Organisation, Roberto Morales Ojeda.

José Ramón Monteagudo Ruiz, membre du Secrétariat du Comité Central du Parti et Chef du Département Agroalimentaire, a été chargé de présenter un rapport objectif et critique, qui a ensuite été enrichi par plus d'une douzaine d'interventions.

Au milieu d'une situation économique complexe, il est apparu clairement que "les collectifs de travailleurs ont la volonté et l'engagement d'aller de l'avant, ce qui est démontré par de multiples exemples de producteurs remarquables dans chaque territoire, dans les différentes branches du secteur agricole, qui devraient être généralisés, car ils sont la démonstration du "Yes we can" du général d'armée Raúl Castro Ruz, dont la maxime "il faut se tourner vers la terre ! il faut la faire produire !", reste une prémisse.

L'évaluation de ce qui a été réalisé et de ce qui reste à réaliser a permis de réaffirmer que le Parti maintient son travail d'avant-garde dans tous les domaines, en particulier dans ceux liés à la production alimentaire, et que la participation des militants est décisive.

Cependant, il a été ratifié que pour atteindre la souveraineté alimentaire, il est essentiel d'augmenter les résultats des différents programmes, sur la base d'une plus grande intégration et proactivité de tous les organismes responsables devant la loi SSAN, et pas seulement ceux qui sont le plus étroitement liés à ces productions, comme les ministères de l'agriculture et de l'industrie alimentaire et le groupe Azcuba.

Le chef du département agroalimentaire du Comité central du Parti (CC-PCC) a rappelé que le 8e Congrès de l'organisation a approuvé la ligne directrice 138, "qui vise à mettre en œuvre le Plan national pour la souveraineté alimentaire et l'éducation nutritionnelle, avec l'intégration des organisations et entités du pays, en coordination avec les processus de gestion du développement territorial, en tirant parti des potentialités locales et des chaînes de production",

Le rapport central du conclave principal du PCC, qui se tiendra en avril 2021, précisera également, a ajouté Monteagudo Ruiz, "la nécessité de défendre l'augmentation de la production nationale, en particulier des aliments, de bannir l'habitude néfaste de les importer et de générer des exportations diversifiées et compétitives".

Dans ce sens, il a été souligné, lors du VIIIe Plénum, qu'il appartient au Parti de continuer à développer son travail pour imprégner les militants de la nécessité de relever le défi de produire les aliments dont nous avons besoin, en dépendant le moins possible de l'extérieur, en avançant avec nos propres efforts et en utilisant de manière plus efficace les ressources disponibles.

À cet égard, il a été souligné que le travail intense réalisé par la haute direction du PCC, dirigée par son premier secrétaire, lors des tournées et des visites dans les territoires au cours de cette année, a renforcé le travail de l'organisation à cet égard et confirme la volonté de continuer à répondre aux principales préoccupations de notre peuple d'une manière prioritaire et personnalisée.

L'analyse de la production alimentaire et de la mise en œuvre de la loi SSAN présentée au 8e plénum a été précédée d'un processus de consultation dans les structures de direction et de base du Parti et de l'UJC en rapport avec le secteur agroalimentaire.

Les organisations de masse, les conseils des gouvernements provinciaux, les assemblées municipales du pouvoir populaire et les conseils d'administration municipaux ont également été consultés. La consultation a concerné 10 329 organisations de base et 96 789 militants du Parti et de l'UJC y ont participé, ainsi que 25 269 travailleurs non militants, ce qui a donné lieu à 62 366 interventions.

Monteagudo Ruiz a expliqué que "les causes qui affectent négativement la production alimentaire ont été identifiées et des propositions ont été faites pour trouver des solutions qui nous permettraient de transformer les problèmes et d'aller de l'avant dans le scénario actuel".

En outre, la structure auxiliaire du comité central du parti a effectué des visites spécialisées dans toutes les provinces. Des interactions ont eu lieu dans 50 municipalités, ainsi que dans des entreprises, des unités de production, des marchés et d'autres entités du Minag, de l'Azcuba et du Minal, avec des échanges avec plus de 2 900 personnes.

Image not found or type unknown

DE LA LOI SSAN ET AUTRES POINTS FORTS

La mise en œuvre de la loi 148/2022, la loi sur la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, son règlement et le décret 67, vise à promouvoir la mobilisation des ressources dans chaque territoire et à organiser les acteurs des systèmes alimentaires locaux.

Le règlement accorde aux municipalités l'autonomie nécessaire pour promouvoir la production alimentaire, et l'un des éléments essentiels de sa mise en œuvre est la création, la consolidation et le développement des systèmes alimentaires locaux (SAL) et du système d'entreprises agro-industrielles municipales.

À ce jour, a indiqué M. Monteagudo Ruiz, 111 entreprises dans 105 municipalités ont été transférées ou autorisées, et 21 programmes ont été identifiés pour contribuer à l'autosuffisance alimentaire des municipalités.

"Ces entreprises, a-t-il expliqué, sont appelées à jouer un rôle fondamental dans les systèmes productifs au niveau local, d'où la nécessité de leur accorder une attention prioritaire sur des aspects essentiels tels que la politique des cadres, le renforcement de leurs structures de gestion, l'achèvement de la main-d'œuvre, la situation économique et financière et le rétablissement de leur capacité de production".

Parallèlement, d'autres décisions ont été prises ces dernières années pour dynamiser le secteur, comme les 63 mesures de 2021, qui ont permis d'éliminer les obstacles et de flexibiliser les processus au profit des producteurs agricoles, avec leur participation active.

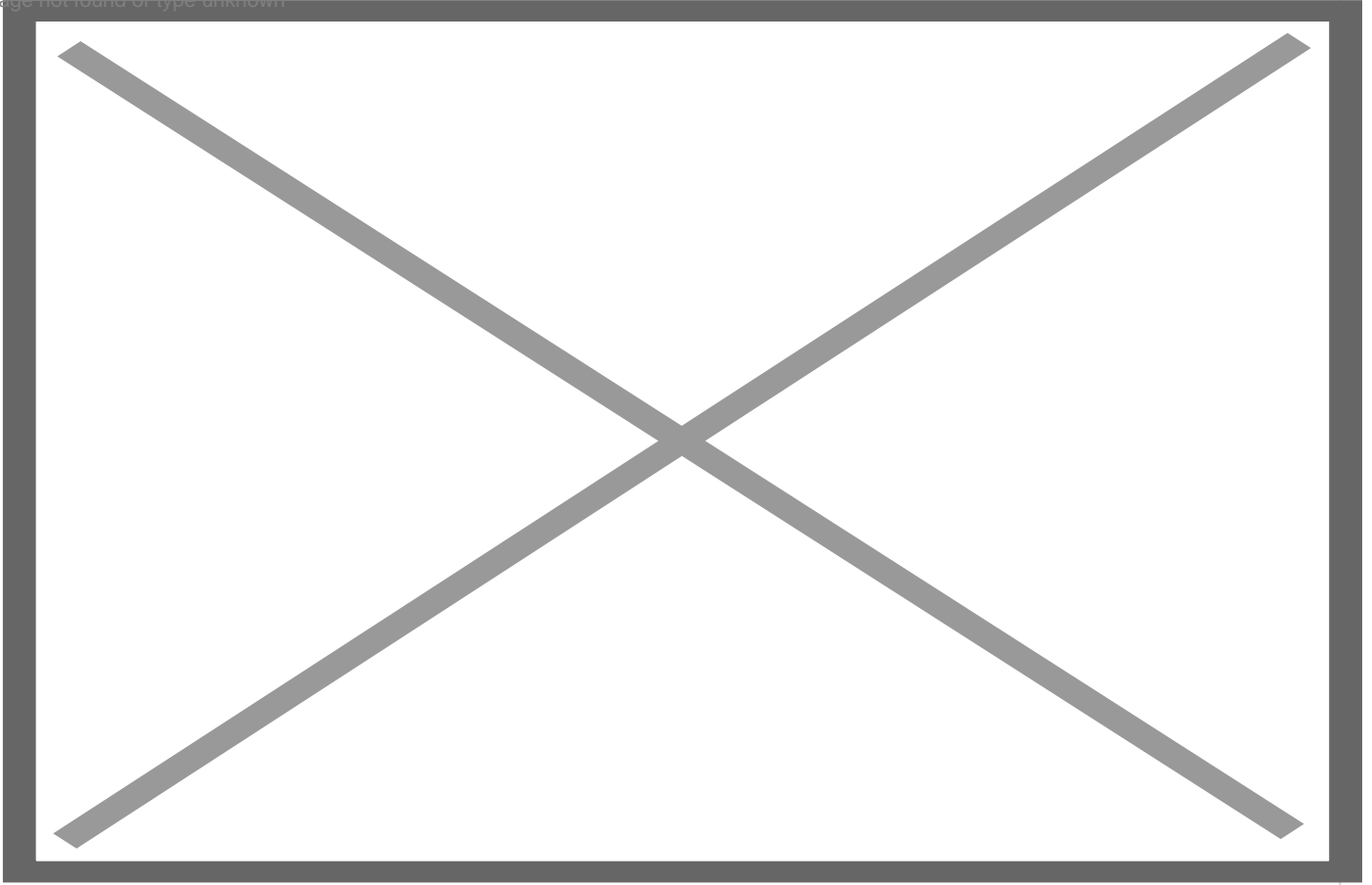
Le pays compte six millions 400 755 hectares de terres agricoles, dont 79 % appartiennent à l'État, 13 % au secteur privé et 8 % à des coopératives. Plus de 80 % de la production alimentaire cubaine provient du secteur coopératif et paysan. Il y a 128 823 propriétaires terriens et plus de 275 000 usufruitiers, qui gèrent deux millions 871 431 hectares (ha), soit 31 % de la surface agricole.

Mais bien que plus de 2,5 millions d'hectares aient été donnés en usufruit, principalement pour l'élevage et diverses cultures, l'impact exigé dans les différents programmes n'a pas encore été atteint, a souligné le chef du département agroalimentaire du CC-PCC.

Il a également été reconnu que, bien que le pays dispose d'atouts pour le développement de la production alimentaire, "ces dernières années, la crise économique et l'aggravation du blocus ont eu un impact significatif sur la diminution de la production agroalimentaire, en raison du manque de financement pour l'achat d'intrants, de carburant, d'engrais, de produits phytosanitaires, de médicaments, de matières premières pour l'alimentation animale, de machines et de pièces de rechange, entre autres".

Dans le même temps, des déficiences, des indisciplines et des illégalités ont été détectées dans la possession, l'utilisation et l'exploitation des terres et du bétail, qui n'ont pas été traitées à temps en raison des faiblesses de la gestion étatique et entrepreneuriale du système agricole, un problème dont la solution est prioritaire pour établir l'ordre et la discipline dans cette importante activité, a-t-on souligné de manière critique lors de la 8e session plénière.

Image not found or type unknown



LE REGARD TOURNÉ VERS LA CAMPAGNE

Malgré les contraintes et les restrictions, la saison des semences à froid pour diverses cultures s'est achevée au cours de la dernière période et la saison des semences de printemps se déroule favorablement, bien que les niveaux d'ensemencement, il convient de le noter, ne couvrent pas les besoins alimentaires de la population, qui est également affectée par les faibles rendements des cultures.

Tout le monde s'accorde à dire que pour augmenter la production agricole dans les conditions actuelles, il est nécessaire de semer et de produire davantage, et qu'il est essentiel d'intégrer toutes les organisations, entreprises et coopératives susceptibles de produire des aliments et de garantir une meilleure prise en charge de leurs travailleurs, question qui n'a pas progressé de manière satisfaisante.

La création de l'autoconsommation, par exemple, ne progresse pas non plus aussi rapidement que nécessaire. Seuls 31 151 hectares ont été cédés à des organisations, des entreprises et des entités à cette fin, ce qui est insuffisant si l'on tient compte de la quantité de terres inexploitées et mal exploitées dans chacun des territoires, a-t-on dénoncé.

Quant au développement des pôles productifs, on a appris qu'un groupe d'entre eux n'atteint pas les résultats escomptés, ils présentent des déficiences dans l'utilisation et l'exploitation des terres, la disponibilité des semences, la gestion de la main d'œuvre et l'utilisation des équipements d'irrigation

disponibles. Il convient de noter que les entreprises agricoles d'État ne représentent que 15 à 20 % de la production agricole du pays.

La création de collectifs de travail dans les entreprises d'État est également insuffisante, et il est nécessaire que l'administration centrale de l'État et les organes locaux du pouvoir populaire accordent une attention particulière aux communautés rurales, parmi d'autres difficultés à résoudre.

Les participants se sont également accordés sur l'importance de continuer à promouvoir la science et l'innovation en tant que pilier de la gestion gouvernementale et clé pour trouver des solutions, ainsi que sur le renforcement des actions de communication sociale qui contribuent à mobiliser les organisations, les institutions, les producteurs et la population en général dans le but d'atteindre une plus grande souveraineté alimentaire.

LE DÉBAT

Au cours d'un débat de près de deux heures entre les membres du Comité central du Parti, le membre du Bureau politique et secrétaire à l'organisation, Roberto Morales Ojeda, a souligné que la production agricole, bien qu'elle soit loin d'être suffisante, commence à changer.

Pour continuer à progresser dans cette direction, il faut un travail très concret de la part du Parti. Sans se substituer à ce qui correspond aux gouvernements, aux ministères, aux entreprises, aux organes locaux du Pouvoir Populaire, c'est au Parti d'exiger que chacun fasse sa part, a-t-il souligné.

Nulle part, a-t-il dit, il ne peut y avoir de machine d'irrigation sans programme d'ensemencement ; et c'est aussi au Parti de veiller à ce que toutes les bonnes expériences soient généralisées. Nous sommes dans une meilleure position, mais il reste encore un long chemin à parcourir, a-t-il dit.

Au début du débat, Yuniasky Crespo Baquero, premier secrétaire du comité provincial du Parti à Mayabeque, un territoire où se développent plusieurs expériences réussies en matière de production agricole, a fait état du travail systématique du Parti, de l'ANAP, des gouvernements municipaux et d'autres organismes avec la base.

Il a souligné que le Parti devait accorder à ce secteur l'attention qu'il mérite, car, a-t-il rappelé en se référant aux propos du premier secrétaire du Comité central, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, "la plus grande dépense de la famille cubaine aujourd'hui est l'achat d'aliments".

Crespo Baquero a indiqué que 314 000 tonnes de produits agricoles devraient être récoltées à Mayabeque cette année, contre 287 000 tonnes en 2023, afin d'approvisionner les 381 000 habitants de la province et de contribuer à la capitale. Et ce, malgré le fait qu'il y ait moins de carburant, moins de lubrifiants et moins de machines.

Il a souligné que la promotion des cultures rustiques telles que les bananes, le manioc, les patates douces, la promotion du programme populaire de riz et l'élevage sont fondamentaux pour atteindre cet objectif. À Mayabeque, a-t-il souligné, cinq des onze municipalités sont approvisionnées en céréales et en riz. Dans le domaine de l'agriculture, a souligné M. Crespo Baquero, "les défis sont nombreux, mais nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers et nous devons placer le parti au centre de ce travail".

Plus tard dans le débat, et en accord avec son collègue de Mayabeque, le premier secrétaire du comité provincial de Ciego de Ávila, Julio Heriberto Gómez Casanova, a fait référence au travail avec les producteurs du territoire, qui se reflète dans le fait qu'entre janvier et juin de cette année, les ventes sur les marchés agricoles de l'État ont augmenté.

En juin, par exemple, quelque 3 500 tonnes de produits agricoles ont été placées sur ces plateformes à des prix plus abordables, soit 16 % de plus qu'en mai, même si l'on est encore loin du compte. Sur les marchés de l'État d'Avila, le mois dernier, seulement 30 % des besoins ont été satisfaits, alors que la

semaine dernière, 1 400 tonnes ont été placées sur ces marchés, soit 50 % de la demande.

En accord avec les dirigeants du parti à Mayabeque et Ciego de Avila, le premier secrétaire de l'organisation à Sancti Spiritus, Deivy Pérez Martín, a souligné que la production d'aliments est la responsabilité de chacun des cadres du parti, un point de vue partagé, parmi d'autres premiers secrétaires des différentes provinces du pays, par Walter Simón Noris, de Las Tunas, qui a souligné que le fonctionnement intégral de l'organisation doit commencer à la base.

"Le fonctionnement du noyau du Parti n'est pas qu'il se réunisse, mais qu'il réalise une transformation de l'environnement", a déclaré Simon Noris.

L'importance de promouvoir la science et l'innovation pour parvenir à la souveraineté alimentaire a également été abordée par les membres du Comité central du PCC. Marta Ayala Ávila, docteur en sciences, membre du bureau politique et directeur général de la CIBG, a fait état de résultats tels que les vaccins vétérinaires, l'amélioration génétique des céréales et d'autres réalisations.

Elle a fait référence au développement, en ce moment, de projets avec des entités d'AZCUBA, d'Agriculture et d'autres pour la production d'aliments pour animaux. Il a commenté la promotion du soja transgénique sur 300 hectares afin d'obtenir des semences qui, en 2025, permettraient de planter quelque 60 000 hectares de céréales, ce qui, avec une productivité discrète de 1,5 tonne par hectare, permettrait d'obtenir l'année suivante quelque 90 000 tonnes de soja.

Un autre projet consiste à développer 500 hectares de maïs hybride cubain pour les semences agricoles, de sorte que d'ici 2025, il sera possible d'étendre la superficie plantée avec cette céréale et d'obtenir quelque 100 000 tonnes du produit.

Teresa Amarelle Boué, membre du Bureau politique et secrétaire générale de la FMC, a présenté avec émotion les différentes initiatives prises dans le pays pour l'incorporation des femmes dans la production agricole, qui ont généré un mouvement qui revitalise le travail des blocs et de l'organisation.

Les ministres de l'agriculture, Ydael Pérez Brito, et de l'industrie alimentaire, Alberto López Díaz, ont participé à l'échange et ont fait état d'une reprise progressive dans les deux secteurs, même si elle est loin d'être suffisante. Dans le Minag, par exemple, bien que les principaux plans soient en cours d'exécution, les récoltes sont loin d'atteindre 50 % de ce qui est nécessaire.

À la fin du débat, le vice-premier ministre Jorge Luis Tapia Fonseca a souligné que des progrès ont été réalisés en matière de production alimentaire et d'application de la loi sur la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, mais que les résultats sont loin de répondre aux attentes de la population. C'est pourquoi, a-t-il dit, nous devons maintenant nous demander "ce qu'il reste à faire et dans combien de temps nous y parviendrons".

. (Source ACN)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/359480-il-reste-beaucoup-a-faire-dans-le-domaine-de-la-production-alimentaire>



Radio Habana Cuba